

Initiatives ministérielles

Je voudrais maintenant parler quelques minutes du gel des salaires. Bien sûr, c'est une bonne idée, surtout dans le cas de la Chambre des communes, parce que nous sommes les dirigeants du pays. En tout temps, et surtout lors de périodes difficiles, les gens qui se trouvent en haut de la pyramide devraient être les premiers à absorber les coups. Un blocage de la rémunération ici à la Chambre est tout à fait approprié. Il est tout à fait approprié également aux échelons supérieurs de la fonction publique.

Nous devons cependant faire davantage que de nous contenter de dire que nous allons bloquer les salaires. Nous devons examiner comment nous pourrions obtenir les meilleurs services pour l'argent que nous dépensons. Nous pouvons parier qu'il y a dans n'importe quelle organisation, y compris la fonction publique du Canada, des gens qui restent éveillés la nuit en tâchant de voir comment ils pourraient contourner les obstacles qui se trouvent dans leur chemin afin de gagner un peu plus d'argent.

Si nous nous donnions la peine d'examiner la question, nous verrions que les seuls à souffrir vraiment d'un blocage de la rémunération sont ceux qui sont au bas de l'échelle dans la fonction publique, car ils ne peuvent pas reclassifier leur poste.

Par exemple, ici même sur la colline du Parlement, les employés qui occupent le bas de l'échelle ont dû subir une restructuration de leurs conditions de travail; maintenant, quand ils ont à travailler les jours de fin de semaine, ils ne font plus d'heures supplémentaires, car cela n'existe plus, il n'y a plus d'indemnité de temps supplémentaire. Pourtant, d'autres employés occupant des postes dans la hiérarchie ont fait reclassifier leur poste afin de pouvoir obtenir une augmentation grâce à la reclassification.

• (1800)

Un autre cas que l'on m'a signalé pendant le congé de Pâques se rencontre dans les stations d'observation météorologique partout au Canada. Un employé de la fonction publique m'a en effet signalé le fait qu'on avait remplacé les agents chargés d'enregistrer les conditions météorologiques, payés environ 30 000 \$, par une machine qui coûte environ 250 000 \$.

Ces machines ont une durée d'environ cinq ans et exigent les services d'une personne chargée de leur entretien, laquelle doit faire le tour du pays à cette fin. Dans la fonction publique, on paie une prime à quiconque peut réduire le nombre des années-personnes dans sa sphère d'influence. Ainsi, l'administrateur qui peut se débarrasser de cinq observateurs météorologiques et les remplacer par une machine obtient une prime pour avoir réduit son effectif. La dépense pour les cinq machines est cependant inscrite dans un grand livre, et la dépense pour la personne chargée de l'entretien l'est dans un autre grand livre. Il nous faut encore payer, mais nous ne nous en trouvons pas vraiment mieux que nous l'étions au début et avons peut-être un peu dépassé le point où nous voulions en arriver.

Cela ne fait pas non plus grand bien au chapitre de l'emploi. Il ne faut pas nous contenter de dire que nous avons un blocage de la

rémunération, il faut au contraire examiner les livres, article par article, comme on le ferait dans le secteur privé, pour voir comment on pourrait faire ce que nous avons à faire de façon plus efficace et plus efficiente, au lieu de nous contenter de dire bon gré mal gré que nous allons imposer un blocage sur tel ou tel point. Cela semble être une bonne idée, mais cela ne sert à rien en réalité.

Pour terminer, je voudrais aborder quelques instants la question du Québec et le fait qu'elle a surgi, pour ceux qui ont suivi le débat. Toutes les fois que les députés du Bloc prennent la parole à la Chambre, à ma connaissance du moins, c'est pour dire à quel point le Québec est financièrement défavorisé par rapport au reste du Canada, ce qui ne l'empêche pas de réclamer plus d'argent au gouvernement du Canada.

J'espère qu'au moment où se tiendra ce grand débat national à la Chambre et dans tout le pays, nous parlerons ouvertement et honnêtement de ce que tous retirent de la Confédération. Je sais que nombre de mes collègues et mes électeurs d'Edmonton-Sud-Ouest pensent comme moi: nous savons que notre situation financière est meilleure et que nous pouvons aider les régions du pays à l'aide de la péréquation.

Cependant, nous n'aimons pas que les bénéficiaires de la péréquation en demandent toujours davantage sans jamais dire merci. J'espère qu'au cours du débat qui se déroulera durant les prochains mois nous nous demanderons si nous formons un pays uniquement parce que nous le voulons ou simplement parce que nous continuons de vouloir régler le problème à coup d'argent. Je puis vous dire que le pays ne durera pas longtemps si c'est le cas.

Ce budget est, à certains égards, un pas dans la bonne direction. En toute justice, il faut bien dire qu'il est bien meilleur que les budgets présentés depuis de nombreuses années par les conservateurs. Ne nous y trompons pas, ce n'est qu'un premier pas bien hésitant. Les décisions plus difficiles sont encore à prendre. Ces décisions doivent être prises parce que la prospérité ne s'achète pas.

La seule manière d'améliorer notre sort, c'est de vivre selon nos moyens. Il n'est pas juste du point de vue moral que notre génération et la précédente vivent au-dessus de leurs moyens au détriment des générations futures. Il va falloir serrer les dents, vivre selon nos moyens et prendre les décisions difficiles qui s'imposent.

• (1805)

Mme Beryl Gaffney (Nepean): Monsieur le Président, au départ, je croyais que le député réformiste allait parler de la SRC. C'est ce qu'il a d'ailleurs fait au début, et il a commencé à faire des citations au sujet de l'émission que nous pourrions regarder avec beaucoup d'intérêt et de plaisir ce soir.

J'ignore si le député a pu regarder hier soir à la télévision l'émission *Venture*. Il y a été question de la BBC et des émissions que cette chaîne peut se permettre de diffuser.